

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 3

Artikel: La radicale refonte de la Bundeswehr. 1re partie
Autor: Schütze, Walter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345190>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La radicale refonte de la Bundeswehr¹

Par Walter Schütze

(...) Les conséquences immédiates de ce nouveau cadre politico-militaire fixé par le Traité de Moscou du 12 septembre 1990 furent évidemment de mettre en cause la structure des forces armées créées à partir de mai 1955 après l'entrée de la République fédérale dans l'Alliance atlantique. Selon cet accord, la diminution des effectifs devrait commencer seulement après l'entrée en vigueur du traité FCE. Bien que sa ratification par les

mer au plafond du traité FCE, à éliminer tous les armements de cette «armée populaire», au-delà de ses propres, quoique modestes, réductions. Ainsi, pour les cinq catégories de systèmes d'armes concernées, le tableau se présentera ainsi, après l'exécution du traité FCE quarante mois après l'entrée en vigueur, (voir tableau ci-dessous).

A l'exception des hélicoptères (d'ailleurs pour presque tous les participants

face, il faut détruire les 300 000 tonnes de munitions classiques de la NVA, sans parler des 2,6 millions de tonnes de munitions de toutes sortes appartenant à l'armée soviétique et que Moscou ne veut pas rapatrier en totalité. Les dégâts écologiques, dus surtout au déversement pendant quarante ans d'occupation soviétique, de déchets d'hydrocarbures et d'autres produits toxiques sont énormes, et le coût de leur résorption est évalué à au moins 25 milliards de marks, donc à une somme supérieure aux 20 milliards de marks que le Kremlin, avant le putsch avorté d'août 1991, réclamait au Gouvernement de Bonn en guise d'indemnisation pour les installations, casernes, etc., de l'Armée rouge dans l'ex-RDA. En plus, il coûtera environ 13 milliards de marks au Trésor fédéral pour moderniser les casernes de la NVA afin de les mettre au niveau de celles de la Bundeswehr. Il est évident qu'un tel programme d'assainissement ne peut être financé que sur une période de dix à quinze ans et hors budget de la défense. Par rapport à ces coûts induits de la succession d'Etat, le montant d'environ 13 milliards de marks que Bonn s'est engagé à verser à l'URSS pour couvrir en

vingt-deux Parlements nationaux soit retardée par la tentative soviétique de contourner un certain nombre des dispositions du traité, le Gouvernement fédéral a engagé, dès le 3 octobre 1990, le programme de restructuration. La tâche s'avère cependant extrêmement complexe, du fait notamment que la disparition de la *Nationale Volksarmee* (NVA) de la défunte RDA oblige Bonn, pour se confor-

en dessous des plafonds autorisés), la quantité du matériel à détruire par l'Allemagne n'est dépassée que par l'Union soviétique.

Mais cette «mise à la ferraille» ne représente que la pointe de l'iceberg, au sens figuré du terme, car enfouis dans le sol de l'ancienne RDA se trouvent encore les stocks de munitions de la Wehrmacht du IIIe Reich et, en sur-

¹ Article paru dans «Défense nationale» de décembre 1991 et reproduit avec l'aimable autorisation de son rédacteur en chef, l'amiral J. Hugon.

partie les frais de stationnement de l'Armée rouge et la construction de logements en URSS peut paraître insignifiant, encore que Moscou voudrait obtenir une rallonge en faisant miroiter une accélération possible des rapatriements.

A l'heure actuelle, les problèmes moraux et sociaux posés par la dissolution de l'armée est-allemande sont beaucoup plus graves. Les responsables de la Bundeswehr, tout comme les hommes politiques de Bonn, hésitaient entre deux solutions: rejeter en bloc tous les membres de la NVA en tant que tenants zélés et endoctrinés du régime communiste, ou essayer d'en accepter au moins les éléments plus jeunes, donc récupérables, au sein de la Bundeswehr,

pour ne pas créer une barrière supplémentaire entre les citoyens à l'Ouest et à l'Est de la nouvelle patrie. Cette intégration ne concerne de toute façon qu'une partie des militaires est-allemands, les généraux et la plupart des officiers supérieurs étant d'emblée mis à la retraite, d'autres partant volontairement à la fin de 1990. En tout 103 000 hommes furent intégrés le 3 octobre, le reste, environ 70 000 soldats, ayant démissionné ou déserté. Dès le 1^{er} juillet 1991, les effectifs à l'Est ont été réduits à 50 000 hommes. Bien que, depuis cette date, la solde et le statut soient les mêmes dans les deux parties de l'Allemagne, le service à l'Est manque de tout attrait, car pendant presque la moitié du temps, il consiste à garder les instal-

lations et dépôts (y compris ceux de l'armée soviétique), et les conditions matérielles sont, comme partout dans l'ex-RDA, très inférieures à celles de l'ancienne RFA. L'intégration est donc loin d'être réalisée et les officiers venant de la NVA vivent dans l'incertitude, car au bout de deux ans de probation, une «commission d'évaluation» décidera s'ils sont dignes de servir sous le drapeau pan-allemand.

Une armée pour quoi faire?

Il n'y a pas que les «nouveaux» qui se posent des questions sur leur avenir. Toute la Bundeswehr, à commencer par ses chefs, se trouve dans une profonde crise d'identité et elle se demande quelles missions elle doit encore remplir dans une situation où les certitudes anciennes ont presque toutes disparu. Ce n'est pas seulement la fameuse «image de l'ennemi», mais la réalité même de la menace militaire qui appartiennent au passé, les adversaires d'hier étant devenus des partenaires. En novembre 1990, lors d'une visite dans des garnisons soviétiques, le chancelier Helmut Kohl a même qualifié les anciens occupants «d'armée amie». Si tous les Allemands, surtout à l'Est, ne partagent pas cet euphémisme, même les hommes politiques les plus conservateurs n'imaginent pas que puisse encore exister le danger d'une agression. Cette notion s'est portée au plan économique et social, sous forme de la crainte d'une invasion des réfugiés et demandeurs d'asile venus des pays de l'Est.



Dessin d'André Paul («Construire», juin 1990).

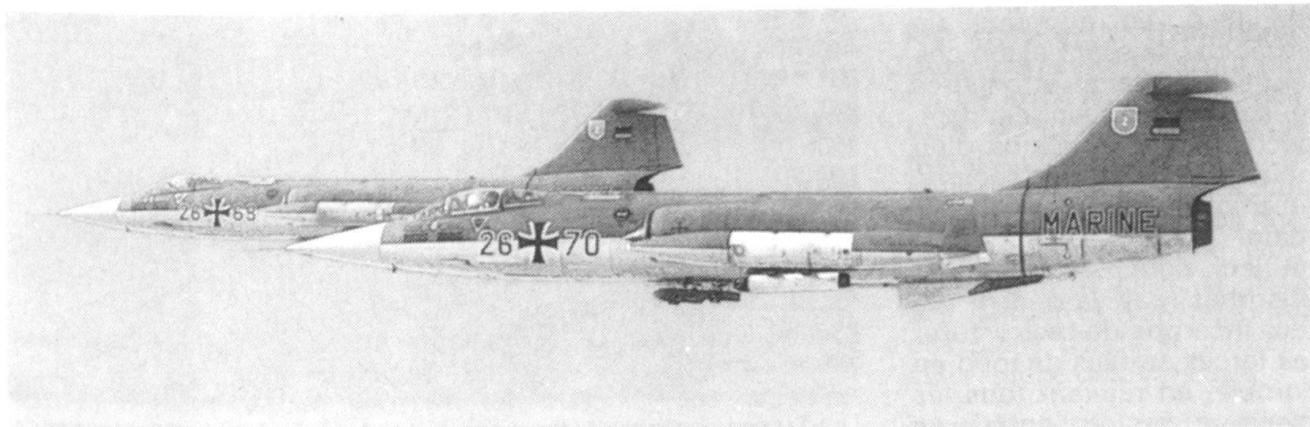


Un «Mig-29» de l'armée est-allemande.

Sans doute est-il trop tôt pour mesurer toute l'étendue des bouleversements sur la scène européenne depuis deux ans, et les responsables allemands ne sont pas les seuls à manquer de concepts nouveaux et d'une vision cohérente du futur. Tous les gouvernements, de Washington à Moscou en passant par

l'OTAN, se trouvent dans ce cas. Or, jusqu'ici et en attendant l'éclatement annoncé du système militaire de l'ex-Union soviétique, la Bundeswehr, plus que d'autres armées, subit le contrecoup, d'une part, de la réduction draconienne de 45% en tenant compte des effectifs des deux Allemagnes (655 000

hommes avant la réunification) et, d'autre part, de la fin de la doctrine et du dispositif de l'OTAN auxquels elle fut totalement intégrée dès sa création, il y a trente-six ans. Les chefs, en particulier les officiers chargés de l'instruction civique des soldats (selon les principes de l'*Innere Führung* des citoyens en



L'aéronavale ouest-allemande: ici un «Starfighter» de la Marine.



Le «Léopard-2». L'Allemagne a décidé d'arrêter sa fabrication.

uniforme), se plaignent que leurs supérieurs ne leur fournissent pas le soutien intellectuel indispensable pour motiver la troupe. Des slogans tels que «l'armée pour la paix» et une «Bundeswehr verte» (pour sauver l'environnement menacé) ne sauraient masquer le vide conceptuel.

La métamorphose des structures

Le ministre de la Défense, M. Gerhard Stoltenberg qui, comme la plupart des ministres importants, a gardé son portefeuille après les élections fédérales du 2 décembre 1990 et la reconduction de la coalition chrétien-ne-démocrate/libérale, s'est borné jusqu'ici à gérer l'intendance, en adoptant un profil bas, laissant à son collègue des Affaires étrangères le soin d'énoncer les perspectives et les visions d'un nouveau système de sécurité en Europe. Les chefs d'état-major (Führungsstab) sont de leur côté complètement absorbés par la tâche qui leur incombe de restructurer les forces armées de fond en comble, en rejetant tous les plans et projets antérieurs sur la forme de la Bundes-

wehr à l'horizon de l'an 2000. La nouvelle structure, qui doit être réalisée avant la fin de l'année 1994 pour comporter alors les effectifs maximaux de 370 000 hommes, fut adoptée par le cabinet fédéral en août 1991. Elle affecte surtout l'armée de terre. De 340 000 hommes avant la réunification, elle tombera à 255 000, y compris le nouveau «corps d'armée Est», d'environ 60 000 soldats stationnés dans les cinq nouveaux Länder. L'armée de l'air subit une amputation de 28 000 hommes sur 82 000. Relativement, la marine sera la plus durement touchée, non pas tellement en termes d'effectifs (réduction de 38 000 à 30 000 hommes),

mais de bâtiments, car elle perdra la moitié de ses 180 navires de surface et sous-marins.

Si la Luftwaffe met hors service ses escadres d'*Alpha-Jet* franco-allemands (mais cette mesure a été décidée bien avant la réunification) et les deux escadres de reconnaissance équipées de *Phantom*, l'armée de terre verra bouleverser la structure de ses unités et leur déploiement. Au lieu des 48 brigades existant dans la Bundeswehr, il n'y en aura, d'ici trois à quatre ans, que 28 dans toute l'Allemagne, et seules 6 auront des effectifs au complet (c'est-à-dire 90% présents dans les casernes en temps de paix). Les autres seront mises en réserve encadrées, armes et équipements en dépôt à des degrés variables.

Une conversion difficile

Le corollaire de cette transformation, c'est bien entendu la «conversion» de l'appareil militaire sur trois plans distincts: d'abord les unités d'active, ce qui pose la ques-



Le «Transportpanzer 1» peut servir de poste de commandement et de transmissions mobiles et de plate-forme de guerre électronique.



Confié à un équipage de quatre hommes et doté d'une tourelle à deux places, le «Marder MICV» peut transporter un détachement de six fantassins. Tous les «Marder» doivent être équipés de missiles «Milan».

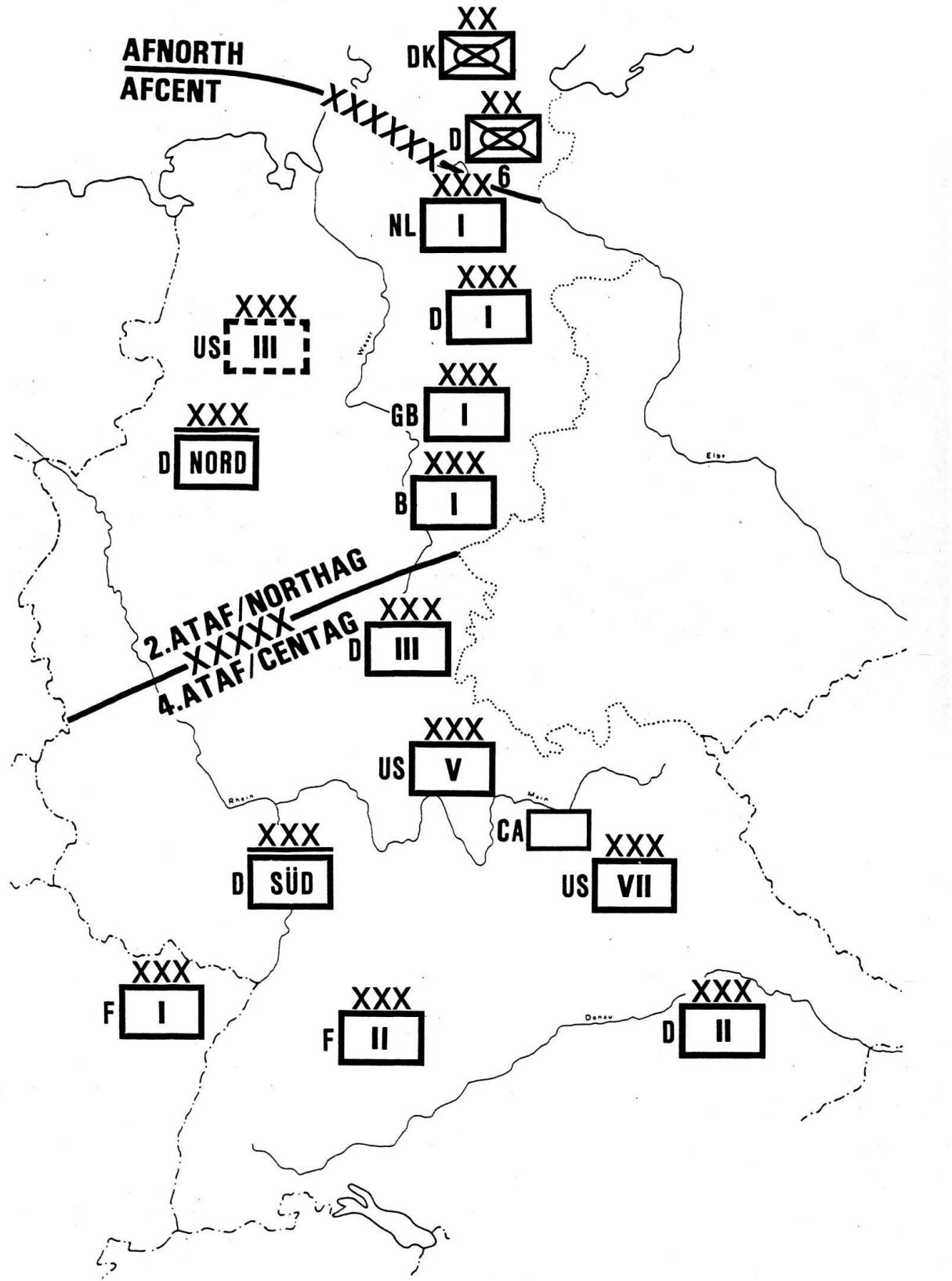
tion délicate du départ à la retraite anticipée de bon nombre d'officiers et de sous-officiers. Le ministre de la Défense avait prévu de diminuer le nombre des militaires de carrière et des engagés par rapport au nombre des appelés, afin d'alléger le fardeau financier des pensions et des indemnités. Mais la commission de défense du Bundestag, sur l'initiative de son propre parti, la CDU, a rejeté cette demande et décidé de maintenir le ratio actuel entre soldats de métier et appelés, ces derniers constituant 46% des effectifs totaux.

Ensuite, la conversion sur le terrain, c'est-à-dire la fermeture des garnisons et des

installations. M. Stoltenberg en avait d'abord prévu une liste de 213 dans l'ancienne RFA, mais il a dû la ramener à 115 du fait des protestations des communes qui, comme en Rhénanie-Palatinat et en Franconie, mais aussi sur la mer Baltique, vivent de la Bundeswehr. En règle générale, on ferme les garnisons près des grandes villes et dans les régions les plus développées. Mais les pertes économiques, dans les contrées relativement pauvres, seront beaucoup plus sévères du fait de la diminution – et dans le cas de la France, du rapatriement total des FFA – des forces alliées stationnées en Allemagne occidentale, avec le

départ d'au moins deux tiers des unités américaines, des troupes belges et hollandaises et de la moitié de l'armée britannique du Rhin, laissant présager une cure d'amaigrissement de loin plus draconienne que celle de la Bundeswehr. Alors que les villes et les communes prospères se réjouissent plutôt de la possibilité de récupérer les terrains et les logements qui font durement défaut et de diminuer les nuisances causées par les manœuvres militaires, le Gouvernement fédéral et ceux des Länder doivent élaborer des plans d'aide structurelle aux régions défavorisées.

La troisième conversion concerne l'industrie de l'ar-



Dispositif «Défense de l'avant» de l'OTAN dans le secteur Centre-Europe (AFCENT),
avant la disparition de l'Union soviétique; il doit être complètement revu...



Depuis juin 1990, la Bundeswehr dispose à Munich d'une installation capable d'incinérer les toxiques de combat. La porte d'acier de la chambre de combustion pèse neuf tonnes. A l'intérieur, on peut obtenir une température de 1200 degrés. Coût du système: 20 millions de marks.

mement, dont l'activité décline avec la diminution du nombre de contrats. Les 40 000 personnes ayant travaillé dans l'armement de l'ancienne RDA ont été licenciées et, à l'Ouest, une grande partie des 130000 emplois directement liés à l'industrie (280000 en comptant les sous-traitants, etc.) sont menacés. Déjà pour l'année en cours, le budget d'équipement de la Bundeswehr (recherche et développement compris) a été ramené à 6 milliards de marks et tous les grands programmes d'armement sont remis en question. Il est peu probable que le fameux chasseur 90, projet tri-

partite germano-italo-britannique, soit réalisé comme le souhaite toujours l'état-major de l'armée de l'air. L'opposition demande d'annuler d'autres coproductions, notamment avec la France, comme l'hélicoptère de transport NH 90 et l'hélicoptère antichar Tigre. Les chaînes de fabrication du char Léopard-2 sont arrêtées, comme c'est le cas pour d'autres systèmes lourds de l'armée de terre.

A part l'électronique, les entreprises spécialisées se heurtent à de grandes difficultés pour se recycler sur le marché civil. Une program-

mation à moyen terme restera aléatoire tant que les responsables de la défense n'auront pas défini les nouvelles missions de la Bundeswehr dans le cadre d'une stratégie rénovée de l'Otan. Or, la réflexion des organes politiques et militaires de l'Alliance sur les tâches futures n'est pas terminée et, comme pendant les deux années passées, elle risque d'être constamment remise en cause par les événements qui se produisent dans la partie orientale du continent.

W.S.

(A suivre)